Roland Caty (éd.) « Enfants au travail. Attitudes des élites en Europe occidentale et méditerranéenne aux XIXe et XXe siècles »

Aix-en-Provence, publication de l'université de Provence, 2002, 278 p.

Jean-Jacques Yvorel

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rhei/98>

DOI : 10.4000/rhei.98

ISBN : 978-2-7535-1643-4

ISSN : 1777-540X

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2003

Pagination : 265-268

ISSN : 1287-2431

Référence électronique

Jean-Jacques Yvorel, « Roland Caty (éd.) « Enfants au travail. Attitudes des élites en Europe occidentale et méditerranéenne aux XIXe et XXe siècles » », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »* [En ligne], 5 | 2003, mis en ligne le 16 janvier 2004, consulté le 03 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rhei/98> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rhei.98>

Comptes rendus d'ouvrages

Roland Caty (éd.)

Enfants au travail. Attitudes des élites en Europe occidentale et méditerranéenne aux XIX^{ème} et XX^{ème} siècles

Aix-en-Provence, publication de l'université de Provence, 2002, 278 p.

Actes d'un colloque qui s'est tenu en novembre 1999 à Aix-en-Provence, ce livre revisite un chantier qui, depuis l'ouvrage de Heywood,⁽¹⁾ n'avait pas suscité beaucoup de travaux. Roland Caty, maître d'œuvre du colloque et de la publication, a regroupé, sous l'intitulé « Faire la loi », des textes concernant la mise en place juridique et pratique de la législation.

Ivan Kharaba étudie les discours des élites économiques (élus consulaires des chambres de commerce) du Var et des Bouches-du-Rhône devant les lois de 1841 et de 1874.

Roland Caty rend compte, pour les mêmes départements, des écarts entre les diverses fractions des élites et des ambiguïtés qui, chez un même individu, se font jour, entre discours officiels et pratiques d'entrepreneur privé.

La politique en matière de travail des enfants des établissements Schneider, décrite par Françoise Fortunet et Ivan Kharaba, illustre parfaitement, dans une entreprise qui prétend à l'exemplarité sociale, la résistance patronale à la protection légale des enfants.

Michalis Riginos et Antonia Pasi exposent les situations grecque et lombarde et permettent de saisir le caractère européen des débats sur le labeur juvénile.

Un second volet est consacré à la « main-d'œuvre captive », c'est-à-

(1) C. Heywood,
*Childhood in Nineteenth
Century France : Work,
Health and Education
among the "classes popu-
laires"*, Cambridge,
Cambridge University
Press, 1988, On notera
cependant un article de
synthèse de Serge Chas-
sagne, in Egle Becchi,
Dominique Julia, [dir.],
*Histoire de l'enfance en
occident du XVIII^{ème}
siècle à nos jours*, Paris,
Seuil, 1998, p. 224-272.

dire aux enfants coupés de leur famille et prisonniers des hospices, orphelinats, colonies agricoles et autres pénitenciers. Il intéressera particulièrement nos lecteurs.

Pierre Guillaume étudie « Le travail des enfants trouvés à Bordeaux dans la première moitié du XIX^{ème} siècle ». Si, autant que les sources permettent de le dire, l'hospice des enfants trouvés de Bordeaux n'est pas un bagne d'enfants, la « mise au travail n'est initiation qu'aux tâches les plus humbles, [...] elle n'ouvre pas la moindre perspective de promotion sociale ». Le traditionnel placement familial rural n'ouvrant pas plus de perspectives, l'auteur en conclut que « rien n'est fait pour donner la moindre chance aux enfants abandonnés ».

Éliane Richard se penche sur la « Protection et utilisation des enfants dans les orphelinats et pénitenciers de l'abbé Fissiaux ». Charles-Marie-Joseph Fissiaux est le fondateur de l'une des premières institutions spécialisées dans la prise en charge des mineurs délinquants (le pénitencier Saint-Pierre ouvre quelques mois avant la célèbre colonie agricole de Mettray). L'auteure montre que, dans les établissements de l'abbé, on « n'hésite pas à sacrifier le bien de l'enfant à des impératifs économiques » avec la bénédiction des élites philanthropiques locales. Les lois de 1841 et de 1874 sur le travail des enfants sont régulièrement bafouées, aussi bien dans les structures pénitentiaires que dans les orphelinats placés sous l'autorité de cet « apôtre de la jeunesse ». Il est vrai que, lorsque le travail est élevé au rang de « thérapie individuelle et sociale », limiter sa durée ou son intensité n'a pas de sens !

Le sort des enfants de l'éphémère colonie agricole de Porquerolles, dont nous parle Jean-Marie Guillon, est peut-être encore moins enviable que celui des détenus de Saint-Pierre, alors même que cette « école de réforme » n'accueille que des orphelins placés par l'Assistance publique. La colonie fondée par un homme d'affaires parisien, Léon de Rousen, est très mal gérée par un ancien officier d'infanterie. La violence institutionnelle et le travail forcé débouchent sur une révolte dont les échos résonnent jusque sur les bancs de l'Assemblée.

Le placement des jeunes filles après leur douzième année – âge limite de l'indemnisation des familles nourricières – dans les usines cévenoles

n'a été qu'une parenthèse dans la politique de l'Assistance publique du Gard ; rare avant 1860, elle disparaît dans les années 1880. Ce moment est analysé par Daniel Murat dans sa contribution sur « le travail des enfants abandonnés du Gard dans les filatures de soie ». L'administration n'a qu'un seul objectif : éviter le retour des pupilles de douze ans à l'hospice. Objectif très partiellement atteint, puisque les conditions de travail se traduisent par un retour massif de jeunes filles épuisées et phtisiques vers l'hospice bien avant la fin de leur apprentissage. Surtout, il ressort de l'étude que « l'administration attache peu d'importance au vécu de ces jeunes » et que « les inspecteurs ne cherchent pas à vérifier sur le terrain » le respect des contrats qui représentent ainsi des garanties plus formelles que réelles.

L'usine, la mine, l'atelier et la ferme n'épuisent pas la question du travail juvénile. La domesticité en est une facette aussi importante numériquement que mal connue. Valérie Piette ouvre quelques pistes de recherche, en utilisant notamment le cas spécifique des orphelines de l'hospice de Bruxelles. Le contrôle que la directrice de l'institution cherche à exercer pour préserver ses protégées de tâches trop rudes et sauvegarder leur moralité dessine en creux le sort « d'une enfance domestique entièrement laissée à l'arbitraire, un arbitraire occulté par le lieu des activités – la famille – et à ce titre quasi intouchable ».

Une troisième partie est centrée sur l'encadrement de la jeunesse laborieuse (« Former, encadrer, moraliser »).

Yves Tyl consacre sa communication aux formes de rébellion des jeunes travailleurs et à l'attitude du patronat dans l'aire géographique qu'il connaît si bien : l'Alsace.⁽²⁾

Laurence Américi nous fait découvrir l'école des mousses de Marseille. Réservée aux enfants pauvres, l'école des mousses est « à la fois une réserve de main-d'œuvre enfantine et un établissement de correction pour les jeunes vagabonds des ports ». Quand la mise au travail sur les bateaux n'a plus été possible, les élites économiques n'ont pas voulu transformer leur établissement quasi disciplinaire en école professionnelle et l'ont supprimée.

L'attitude patronale devant les lois sur l'apprentissage, entre 1900 et 1930, est contrastée. Jean Domenichino montre qu'à Marseille la for-

(2) Yves Tyl, *Le travail des enfants dans les manufactures et ateliers au XIX^{ème} siècle. Une région d'Alsace. Un métier : la verrerie*, thèse Paris VII, 1987.

mation obligatoire des apprentis, vilipendée par les patrons des secteurs peu mécanisés, est mieux acceptée par les responsables des secteurs technologiques et très appréciée des secteurs artisanaux. L'auteur analyse enfin « la fête de l'apprentissage », excellent révélateur de la vision de la jeunesse laborieuse, notamment pour qui entend prendre en compte la question du genre.

Contrepoint européen, Éliane Gubin se penche sur les débats concernant l'obligation scolaire en Belgique avant 1914 et Arón Cohen sur « Un observatoire médico-patronal en Andalousie minière (1902-1920) ».

Jean-Jacques Yvorel,
Chargé d'études au CNFE-PJJ